

**COMPTE RENDU DE SEANCE**

**DU CONSEIL MUNICIPAL**

**EN DATE DU 24 SEPTEMBRE 2020**

L'an deux mil vingt, le Jeudi 24 septembre à 19h00 le Conseil Municipal de la Ville de Coutances, dûment convoqué par Monsieur Jean-Dominique BOURDIN, s'est assemblé au lieu ordinaire des séances

L’ordre du jour sera le suivant :

Désignation d'un secrétaire

Approbation du compte rendu du 16 juillet 2020

1 - Désignation et composition des commissions municipales

2 - Désignation des représentants à la CLECT

3 - Désignation des membres de la commission communale des impôts directs

4 - Désignation des membres de la commission de contrôle des listes électorales –

5 - Désignations diverses

6 – Décision modificative n°1

7 - Avenant à la convention pour l'encaissement de la taxe de séjour sur les

hébergements communaux

8 - Ajustement de la compensation financière pour la saison culturelle du théâtre

et du festival de Jazz 2019-2020

9 - Participation de la Ville au dispositif de relance de l’économie

10 - Eau potable – Rapport annuel d’exploitation du délégataire

11 - Règlement formation

12 - Vacation du Président du Conseil de discipline

13 - Echange foncier avec Monsieur ROLLET

14 - Engagement de la ville pour l'établissement d'un schéma directeur immobilier

15 - Tarif de vente des motifs d’illumination usagés

16 - Droits de place marché de Noël 2020

17 - Ventes de produits par le Musée

18 - Subvention à l’UCAC pour l’organisation de deux spectacles

19 - Signalisation touristique communale : convention avec le département

20- Annulation des acomptes de location des Unelles

21 - Travaux d’assainissement boulevard A.Lorraine et avenue de verdun –

demande de subvention DSIL

22 - Travaux de renouvellement de l’éclairage public de diverses rues –

demande de subvention DSIL

23 - Travaux de renouvellement de l’éclairage public de diverses rues –

demande de subvention DSIL

Questions diverses

**PRESENTS** :

Jean-Dominique BOURDIN, Delphine FOURNIER, Pascal LANGLOIS, Nadège DELAFOSSE, David ROUXEL, Mireille GAUNELLE, Corinne CLEMENT, Etienne SAVARY, Didier LEFEVRE, Yolande TONA, Denis BOURGET, Sylvaine BOURY, Alain BITEAU, Catherine LEBLANC, Jean-Pierre RAPILLY, Christian SAVARY, Gaëtane PITOIS, Jean-Luc LEVILLAIN, Magalie LEVIONNOIS, Hakob GASPARYAN, Virginie PITRAYES, Jean-Michel MASSON, Héloïse MOREL, Youri TINARD, Anne HAREL,

**PROCURATIONS**

Monsieur Pierre-Henri DEBRAY a donné procuration à Monsieur Jean-Dominique BOURDIN

Monsieur Jean-Manuel COUSIN a donné procuration à Madame Anne HAREL

**APPROBATION DES COMPTES RENDUS DE SEANCE DU 16 JUILLET 2020**

Le compte rendu a été approuvé à l’unanimité

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

Denis BOURGET, désigné conformément à l'article L 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, remplit les fonctions de Secrétaire.

**N°1 – DESIGNATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES**

L’article L2121-22 du CGCT permet au Conseil municipal de constituer des commissions d’instruction composées exclusivement de conseillers municipaux.

Ces commissions peuvent être formées au cours de chaque séance de Conseil municipal, ou avoir un caractère permanent et sont, dans ce cas, constituées dès le début du mandat.

Elles sont convoquées par le Maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Le nombre de membres de chaque commission est librement fixé par l’assemblée délibérante.

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Afin de permettre à tous les élus qui le souhaitent de s’impliquer dans les travaux de la vie municipale, il est proposé au Conseil municipal de composer les commissions sans en limiter le nombre de membres. Ainsi, chacune des tendances représentées au sein du Conseil a la possibilité de choisir le nombre de ses représentants qui siègeront dans chaque commission.

Il est proposé au Conseil municipal de désigner les commissions suivantes :

* ***Commission des finances***
* ***Commission des travaux et aménagements urbains***
* ***Commission de la vie quotidienne***
* ***Commission des mobilités urbaines***
* ***Commission culture, mémoire, tourisme, patrimoine et évènementiel***

Les différents groupes présents au Conseil seront invités en séance à proposer leurs représentants.

Le Conseil sera alors invité à voter la proposition de commissions et de membres.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

- Après l’exposé de Monsieur Le Maire,

- Après que les remarques suivantes ont été formulées :

- Madame Morel interroge Monsieur le Maire sur la périodicité des réunions des commissions municipales

- Monsieur le Maire précise que c’est la réalité des dossiers à instruire qui commandera sur ce point mais qu’en tout état de cause le rythme des réunions devrait être au moins trimestriel

- Madame Morel interroge Monsieur le Maire sur l’absence de commissions dédiées aux thématiques de la transition écologique et de la démocratie participative

- Monsieur le Maire lui répond que ce choix traduit une volonté politique affirmée dans la mesure où les deux thématiques évoquées doivent être appréhendées comme parfaitement transversales. En ce sens, il convient de les intégrer dans l’instruction de tous les dossiers et elles concernent donc les commissions dans leur globalité

- Monsieur le Maire précise que des dates de réunions de commissions sont dès à présent fixées :

- Finances : 6 octobre (horaire à définir )

- Vie quotidienne : 5 octobre à 17 h

- Mobilités : 30 septembre à 17h30

- Culture : 7 octobre à 18h30

- Travaux : à définir

- Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

- Approuve la composition des commissions municipales suivantes :

**Commission Finances :**

Constance CARDOEN, Pascal LANGLOIS, Virginie PITRAYES, Jean-Pierre RAPILLY, David ROUXEL, Christian SAVARY, Yolande TONA, Jean-Michel MASSON, Héloïse MOREL, Youri TINARD, Jean-Manuel COUSIN

**Commission des travaux et aménagements urbains**

Alain BITEAU, Denis BOURGET, Corinne CLEMENT, Delphine FOURNIER, Jean-Luc LEVILLAIN, Etienne SAVARY, Christian SAVARY, Jean-Michel MASSON, Héloïse MOREL, Youri TINARD, Anne HAREL

**Commission de la vie quotidienne :**

Sylvaine BOURY, Corinne CLEMENT, Hakob GASPARYAN, Mireille GAUNELLE, Gaëtane PITOIS, Virginie PITRAYES, Etienne SAVARY, Jean-Michel MASSON, Héloïse MOREL, Youri TINARD, Anne HAREL

**Commission des mobilités urbaines** :

Elodie BOURSIN, Alain BITEAU, Sylvaine BOURY, Corinne CLEMENT, Pascal LANGLOIS, Catherine LEBLANC, Didier LEFEVRE, Jean-Luc LEVILLAIN, Virginie PITRAYES ? Jean-Michel MASSON, Héloïse MOREL, Youri TINARD, Anne HAREL

**Commission Culture, mémoire, tourisme, patrimoine et évènementiel**

Alain BITEAU, Sylvaine BOURY, Constance CARDOEN, Pierre-Henri DEBRAY, Delphine FOURNIER, Catherine LEBLANC, Didier LEFEVRE, Magalie LEVIONNOIS, Gaëtane PITOIS, Virginie PITRAYES, Christian SAVARY, Yolande TONA, Jean-Michel MASSON, Héloïse MOREL, Youri TINARD, Jean-Manuel COUSIN.

Ainsi fait et délibéré.

**N°2 – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA VILLE A LA COMMISSION LOCALE D’EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREEES (CLECT)**

La Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a pour rôle principal de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et EPCI ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique (FPU). Si elle ne détermine pas les attributions de compensation, qui seront validées par les exécutifs locaux (conseils communautaire et municipaux), son travail contribue fortement à assurer l’équité financière entre les communes et la communauté en apportant transparence et neutralité des données financières.

Deux codes, le code général des impôts et celui des collectivités territoriales, donnent les éléments de définition et de fonctionnement de l’évaluation des charges.

La composition de la CLECT est définie par l’organe délibérant de la communauté à la majorité des deux tiers, et doit obligatoirement comporter au moins un représentant de chaque conseil municipal. Le nombre total de membres de la CLECT est libre, a minima il sera égal au nombre de communes membres.

La délibération du 12 janvier 2017 de Coutances Mer et Bocage instituant la CLECT, dispose que :

* la composition de la CLECT est fixée à un représentant titulaire et un représentant suppléant par commune
* chaque conseil municipal désignera, par délibération, deux représentants : un titulaire et un suppléant. A défaut de désignation de ses représentants par le conseil municipal, la commune sera représentée de plein droit par son maire (représentant titulaire) et le 1er adjoint (représentant suppléant).

Il est proposé au Conseil municipal de désigner :

* Monsieur Jean-Dominique BOURDIN, Maire, en qualité de titulaire,
* Monsieur Jean-Pierre RAPILLY, en qualité de suppléant,

pour siéger à la CLECT.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

- Après l’exposé de Monsieur le Maire,

- Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

DESIGNE :

* Monsieur Jean-Dominique BOURDIN, Maire, en qualité de titulaire,
* Monsieur Jean-Pierre RAPILLY, en qualité de suppléant,

pour siéger à la CLECT.

Ainsi fait et délibéré.

**N°3 – RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS**

Après la prise de fonction du conseil municipal, il convient d’instituer une nouvelle commission communale des impôts directs telle que définie à l’article 1650 du code général des impôts.

Dans les communes de plus de 2000 habitants, elle est composée de 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants.

Cette commission a pour rôle majeur de donner chaque année son avis sur les modifications d’évaluation ou nouvelles évaluations des locaux d’habitation recensées par l’administration fiscale.

Les commissaires sont désignés par l’administration fiscale sur la base d’une liste en nombre double proposée par l’organe délibérant. Les membres du conseil municipal peuvent figurer sur cette liste.

C’est l’option qui est retenue en l’espèce et il est donc proposé de soumettre à l’administration fiscale la liste suivante pour la CCID qui sera présidée par Monsieur le Maire :

|  |  |
| --- | --- |
| **Titulaires** | **Suppléants** |
| LANGLOIS Pascal | TONA Yolande |
| FOURNIER Delphine | BITEAU Alain |
| SAVARY Etienne | LEBLANC Catherine |
| DELAFOSSE Nadège | CARDOEN Constance |
| DEBRAY Pierre-Henri | PITOIS Gaëtane |
| CLEMENT Corinne | LEVILLAIN Jean-Luc |
| SAVARY Christian | LEVIONNOIS Magalie |
| BOURGET Denis | GASPARYAN Hakob |
| RAPILLY Jean-Pierre | PITRAYES Virginie |
| ROUXEL David | MOREL Héloïse |
| LEFEVRE Didier | TINARD Youri |
| BOURY Sylvaine | COUSIN Jean-Manuel |
| BOURSIN Elodie |  |
| GAUNELLE Mireille |  |
| MASSON Jean-Michel |  |
| HAREL Anne |  |

Le Conseil municipal est invité à approuver la liste ci-dessus.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

- Après l’exposé de Monsieur le Maire,

- après en avoir délibéré, à l’unanimité,

APPROUVE la liste ci-dessus

Ainsi fait et délibéré

**N° 4 – COMMISSION DE CONTROLE DES LISTES ELECTORALES**

La composition et le fonctionnement de la Commission de contrôle des Listes Electorales sont donnés par le Code Electoral (articles L.19 et R.7)

La commission s'assure notamment de la régularité de la liste électorale. A cette fin, elle a accès à la liste des électeurs inscrits dans la commune extraite du répertoire électoral unique et permanent.

La commission se réunit au moins une fois par an et, en tout état de cause, entre le vingt-quatrième et le vingt-et-unième jour avant chaque scrutin.

Les membres de la commission de contrôle des listes électorales sont nommés par arrêté préfectoral.

Dans la mesure où 3 listes ont obtenu des sièges au conseil municipal lors du dernier renouvellement, la composition pour la commission de Coutances sera la suivante :

* 3 conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges
* 2 conseillers municipaux appartenant aux 2ème et 3ème liste

Les conseillers municipaux sont pris dans l’ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission, à l’exception du Maire, des adjoints titulaires d’une délégation et des conseillers municipaux titulaires d’une délégation en matière d’inscription sur la liste électorale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner les élus suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| ***Titulaires*** | ***Suppléants*** |
| Denis BOURGET | Jean-Luc LEVILLAIN |
| Mireille GAUNELLE | Gaëtane PITOIS |
| Sylvaine BOURY | Didier LEFEVRE |
| Jean-Michel MASSON | Youri TINARD |
| Anne HAREL | Jean-Manuel COUSIN |

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

- Après l’exposé de Monsieur le Maire,

- Après que Monsieur Tinard, en accord avec ses colistiers, ait proposé qu’il siège en qualité de titulaire et Madame Morel en qualité de suppléante

- Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

DESIGNE les élus suivants pour siéger à la commission de contrôle des listes électorales

|  |  |
| --- | --- |
| ***Titulaires*** | ***Suppléants*** |
| Denis BOURGET | Jean-Luc LEVILLAIN |
| Mireille GAUNELLE | Gaëtane PITOIS |
| Sylvaine BOURY | Didier LEFEVRE |
| Youri TINARD | Héloïse MOREL |
| Anne HAREL | Jean-Manuel COUSIN |

Ainsi fait et délibéré

**N° 5 – REPRESENTATIONS DIVERSES**

Il est proposé au Conseil Municipal de désigner ses représentants auprès des établissements scolaires de la Ville, des associations loi 1901 et d’organismes divers.

1. **Etablissements d’enseignement**

En vertu du Code de l’éducation, la Ville désigne 1 délégué par établissement :

* Article R421-14 : « le conseil d'administration des collèges et des lycées comprend (…) 7° Deux représentants de la commune siège de l'établissement ou, lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public et un représentant de la commune »
* Article D411-1 : « Dans chaque école, le conseil d'école est composé des membres suivants (…) 2° Deux élus :

a) Le maire ou son représentant ;

b) Un conseiller municipal désigné par le conseil municipal ou, lorsque les dépenses de fonctionnement de l'école ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, le président de cet établissement ou son représentant ;

Il est proposé au Conseil municipal de désigner les représentants suivants qui siègeront dans les conseils d’administration des collèges ou lycées et les conseils d’école :

* Lycée Lebrun : Yolande TONA
* Lycée nature (agricole et horticole)  Pascal LANGLOIS
* Lycée professionnel Pesquet (La Roquelle et Les Sapins) : Gaëtane PITOIS
* Collège Jacques Prévert : Corinne CLEMENT
* Ecole primaire Jules Verne : Nadège DELAFOSSE (suppléant Jean-Pierre RAPILLY)
* Groupe scolaire Les Tanneries : Nadège DELAFOSSE (suppléant Corinne CLEMENT)
* Groupe scolaire Claire Fontaines : Nadège DELAFOSSE (suppléante Gaëtane PITOIS)
* Groupe scolaire Pont de Soulles : Nadège DELAFOSSE (suppléante Constance CARDOEN)
* Ecole maternelle Quesnel Morinière : Nadège DELAFOSSE (suppléant Jean-Pierre RAPILLY)

1. **Associations Loi 1901 et organismes divers**

Il est proposé au Conseil municipal de désigner les représentants suivants pour siéger dans les organismes listés ci-après :

* OGEC : 1 délégué 🡺 Nadège DELAFOSSE
* SA HLM Coutances Granville : 1 délégué 🡺 Etienne SAVARY
* Logimanche : 1 délégué 🡺 Etienne SAVARY
* CHRS du Prépont : 1 délégué 🡺 Delphine FOURNIER
* CDAS 50 : 1 titulaire et 1 suppléant 🡺 Jean-Dominique BOURDIN (titulaire) et Nadège DELAFOSSE (suppléante)
* Mission locale : 1 délégué 🡺 Pascal LANGLOIS
* Syndicat mixte ATOUMOD : 1 titulaire + 1 suppléant 🡺 Elodie BOURSIN, titulaire et Corinne CLEMENT, suppléante
* Comité local pour logement autonome des jeunes : 1 délégué 🡺 Etienne SAVARY
* Comité des finances locales : 1 délégué 🡺 Jean Pierre RAPILLY
* Conseil de surveillance de l’Hôpital : Le Maire est le représentant unique et de droit de la Ville
* Correspondant défense : Catherine LEBLANC
* Comité local d’information et de coordination (CLIC) : Delphine FOURNIER

Le Conseil municipal est invité à approuver les représentations proposées dans le présent rapport.

\*\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur le Maire,

- après en avoir délibéré, à l’unanimité, approuve les représentations ci-après :

DESIGNE les représentants suivants qui siègeront dans les conseils d’administration des collèges ou lycées et les conseils d’école :

* Lycée Lebrun : Yolande TONA
* Lycée nature (agricole et horticole)  Pascal LANGLOIS
* Lycée professionnel Pesquet (La Roquelle et Les Sapins) : Gaëtane PITOIS
* Collège Jacques Prévert : Corinne CLEMENT
* Ecole primaire Jules Verne : Nadège DELAFOSSE (suppléant Jean-Pierre RAPILLY)
* Groupe scolaire Les Tanneries : Nadège DELAFOSSE (suppléant Corinne CLEMENT)
* Groupe scolaire Claire Fontaines : Nadège DELAFOSSE (suppléante Gaëtane PITOIS)
* Groupe scolaire Pont de Soulles : Nadège DELAFOSSE (suppléante Constance CARDOEN)
* Ecole maternelle Quesnel Morinière : Nadège DELAFOSSE (suppléant Jean-Pierre RAPILLY)

DESIGNE les représentants suivants pour siéger dans les organismes listés ci-après :

* OGEC : 1 délégué 🡺 Nadège DELAFOSSE
* SA HLM Coutances Granville : 1 délégué 🡺 Etienne SAVARY
* Logimanche : 1 délégué 🡺 Etienne SAVARY
* CHRS du Prépont : 1 délégué 🡺 Delphine FOURNIER
* CDAS 50 : 1 titulaire et 1 suppléant 🡺 Jean-Dominique BOURDIN (titulaire) et Nadège DELAFOSSE (suppléante)
* Mission locale : 1 délégué 🡺 Pascal LANGLOIS
* Syndicat mixte ATOUMOD : 1 titulaire + 1 suppléant 🡺 Elodie BOURSIN, titulaire et Corinne CLEMENT, suppléante
* Comité local pour logement autonome des jeunes : 1 délégué 🡺 Etienne SAVARY
* Comité des finances locales : 1 délégué 🡺 Jean Pierre RAPILLY
* Conseil de surveillance de l’Hôpital : Le Maire est le représentant unique et de droit de la Ville
* Correspondant défense : Catherine LEBLANC
* Comité local d’information et de coordination (CLIC) : Delphine FOURNIER

Ainsi fait et délibéré

**N°6 – DECISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET GENERAL**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, son article L 1612-11 ;

Vu l’instruction budgétaire M14 prévoyant la possibilité de procéder à des décisions modificatives du budget ;

Il est proposé de modifier le Budget général afin de prendre en compte :

* les régularisations apportées par la trésorerie sur les amortissements
* les mesures d’urgence prises par la Ville de Coutances en matière de protection sanitaire et de soutien aux entreprises du territoire.





\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur Jean Pierre RAPILLY,

Après que les remarques suivantes ont été formulées :

- Répondant à Madame Morel, Monsieur Rapilly précise qu’une décision modificative est un ajustement, en cours d’exercice, des prévisions budgétaires inscrites au budget primitif. Elle autorise l’exécutif communal à réaliser des dépenses ou des recettes supplémentaires. En l’espèce, la décision soumise au vote est notamment justifiée par des dépenses diverses générées par la crise sanitaire en cours.

- Monsieur Masson s’interroge sur la faible consommation des crédits destinés à l’aménagement du quartier Claires Fontaines

- Madame Fournier lui précise qu’elle découvre ce projet à ce jour très engagé et qui n’est aucunement remis en cause. Elle considère toutefois que l’information des riverains qu’elle a rencontrés est insuffisante et envisage de proposer la conception d’une maquette afin de mieux visualiser ce qui est projeté. Elle rappelle par ailleurs que les financements sollicités ne permettent pas d’envisager un « dérapage » du calendrier

- Monsieur Masson mentionne que les maquettes peuvent être coûteuses

- Pour madame Fournier, c’est surtout l’absence de concertation qui est coûteuse

- après en avoir délibéré, à l’unanimité,

MODIFIE le Budget général tel que ci-dessus défini, afin de prendre en compte :

* les régularisations apportées par la trésorerie sur les amortissements
* les mesures d’urgence prises par la Ville de Coutances en matière de protection sanitaire et de soutien aux entreprises du territoire.

Ainsi fait et délibéré

**N° 7 : AVENANT A LA CONVENTION POUR L’ENCAISSEMENT DE LA TAXE DE SEJOUR SUR LES HEBERGEMENTS COMMUNAUX**

La convention relative à l’encaissement de la taxe de séjour sur les hébergements communaux conclue entre la Ville de Coutances et la Communauté de communes Coutances mer et bocage a été signée le 5/12/2019.

Il convient de prendre un avenant pour compléter l’article 2 : modalités financières

*« Le(s) régisseur (s) communal (aux) de la Ville de Coutances, au même titre que les autres hébergeurs de Coutances mer et bocage :*

* *suivra (ont) les modalités d’application de la taxe de séjour en vigueur liées la nature de/des hébergement(s) dont il(s) a/ont la charge*
* *procédera (ont) aux déclarations inhérentes aux régimes de taxation conformément aux périodes de perception de la taxe*
* *pour les régisseurs de recettes, les recettes de taxe de séjour seront déposées à la trésorerie dont dépend la commune.*

***Le bordereau de versement de la régie devra explicitement faire apparaître le montant correspondant à ces taxes sur une ligne distincte des fonds propres de la régie. La trésorerie encaisse les Taxes de séjours et additionnelles au crédit du compte dédié 4648 « autres encaissements pour le compte de tiers ». Elle reversera à la Communauté de Communes Coutances Mer et Bocage sur le compte DFT FR7610071500000000200012510 détenu par le régisseur Taxe de Séjour de la CMB en débitant le compte 4648.*** *Ce reversement ne pourra intervenir qu'à réception d'un ordre de reversement accompagné du détail des taxes perçues transmis par l'ordonnateur de la commune aux périodicités fixées par délibération de la CMB du 20 juin 2018 :*

*-Taxe de séjour - 1er semestre à reverser : au 31/07/N au plus tard*

*-Taxe de séjour -2e semestre reversement : au 31/12/N délai de rigueur*

*La trésorerie transmettra dans le même temps les justificatifs des encaissements reçus et reversés au régisseur de la régie de la CMB chargé du suivi des taxes de séjour.*

*Ce service sera rendu à titre gratuit par les collectivités. »*

Il est proposé au Conseil municipal d’approuver cet avenant.

\*\*\*\*\*

Le conseil Municipal,

Après l’exposé de Madame Sylvaine BOURY, à l’unanimité

APPROUVE l’avenant ci-dessus défini.

Ainsi fait et délibéré

**N°8 – AJUSTEMENT DE LA COMPENSATION FINANCIERE POUR LA SAISON CULTURELLE DU THEATRE ET DU FESTIVAL DE JAZZ 2019-2020**

Le contrat de délégation de service public passé avec le comité coutançais d’action culturelle pour la conception et la mise en œuvre de la saison culturelle du théâtre municipal et d’un festival de jazz prévoit dans son article 13 le versement par le délégant d’une compensation financière, visant à soutenir :

* les actions visant à développer le rayonnement culturel de Coutances, de son théâtre et de son festival de jazz, aussi bien à l’échelle locale qu’internationale ;
* les politiques tarifaires en faveur des publics éloignés ;
* les actions artistiques ;
* les actions de médiation culturelle ;
* les animations et évènements grand public contribuant à la dynamique culturelle et sociale de la ville de Coutances ;
* les pertes sur exploitation induites par les mises à disposition gracieuses du théâtre au délégant.

Cette compensation participe aux dépenses du délégataire pour la saison du théâtre 2019-2020 et pour le festival de jazz 2020. Il est prévu en fin d’exercice comptable du délégataire une révision de cette compensation au regard des réalisations. Rappelons, pour cette saison, qu’elle était calculée sur les mois de juillet 2019 à juin 2020.

Ainsi, le montant de la compensation financière pour la saison 2019-2020 s’établit à 690 129€ (contre 724 900 au budget prévisionnel). Le confinement a réduit les dépenses de personnel prévues pendant le festival (pas d’heures supplémentaires) et les charges liées à l’énergie (carburant, eau, électricité).

Le délégataire reverse à la Ville de Coutances 592 129€ correspondant aux charges de personnel, aux charges liées à l’énergie et à la redevance d’affermage. Le reste à charge pour la Ville de Coutances est de 98 000€ pour la saison 2019-2020 (contre 91 866€ pour la saison 2018-2019).

Il est proposé au conseil municipal de fixer à 690 129€ le montant de la compensation financière versée au Comité coutançais d’action culturelle dans le cadre de la délégation de service public pour la saison 2019-2020.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal

Après l’exposé de Monsieur Jean-Pierre RAPILLY,

Après que les remarques suivantes ont été formulées

- Répondant à Madame Morel, Monsieur Rapilly confirme que le CCAC a une qualité d’exploitant dans le cadre de la délégation. Quand la ville de Coutances, dispose du théâtre gratuitement, l’exploitant subit une perte d’exploitation c’est-à-dire un manque à gagner qu’il convient de compenser

Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

FIXE à 690 129€ le montant de la compensation financière versée au Comité coutançais d’action culturelle dans le cadre de la délégation de service public pour la saison 2019-2020.

Ainsi fait et délibéré

**N°9 – PARTICIPATION AU FONDS INTERCOMMUNAL DE RELANCE DE L’ECONOMIE ET DU COMMERCE LOCAL**

Par délibération en date du 18 juillet 2020, Coutances mer et bocage a créé le fonds intercommunal de relance de l’économie et du commerce local. Les communes ont été invitées à y contribuer à hauteur de 1 ou 3 € par habitant (3 € pour les communes dites « Pôle de service », 1 € pour les autres). Pour notre commune, pôle de services, le nombre d’habitants est de 9705, ce qui arrêterait le montant de la contribution communale à 29 115 €.

L’objectif du fonds intercommunal est de soutenir l’économie et le commerce local au regard de la crise sanitaire en cours. Il servira à financer deux axes d’intervention économique :

**Axe 1 : Soutien financier aux entreprises en difficulté**

**Dispositif d’aide directe aux entreprises**, en vertu d’une convention de délégation de la Région.

Aide attribuée sous la forme d’une subvention versée par la communauté de communes après analyse et avis d’un comité d’engagement.

Les entreprises ciblées sont celles ayant leur siège sur le territoire de la communauté, créées avant le 17/03/2020 et employant 10 salariés ou moins n’étant pas éligibles aux dispositifs d’aides nationaux ou régionaux et faisant état de difficultés avérées pendant la période d’état d’urgence sanitaire.

Le montant de la subvention varie entre 1000 et 4000 € en fonction du besoin de trésorerie.

Le dépôt de la demande se fait via un formulaire mis en ligne.

Le comité d'engagement est composé d’élus communautaires et de représentants du monde économique.

Les demandes peuvent être déposées jusqu’au 1er décembre 2020.

**Axe 2 : Action de relance du commerce local**

**Opération de bons d’achat subventionnés**

Opération de bons d’achat subventionnés à hauteur de 50%.

Pour la mise en œuvre de cette opération, il sera fait appel à un opérateur tiers, la société Keetiz.

L’opérateur gère l’ensemble du processus et des outils mis en place :

* Un outil permettant la gestion de la dotation financée par le fonds intercommunal qui vient alimenter un compte dédié
* Un outil de gestion à destination des commerces éligibles
* Une plateforme en ligne à destination des consommateurs permettant de commander et d’imprimer des bons d’achat aidés à faire valoir dans les commerces participants à l’opération
* Un plan de communication multicanaux géré par Keetiz et financé par la collectivité.

La collectivité détermine le périmètre de l'opération en établissant la liste précise de tous les commerces ciblés : commerces avec accueil physique en boutique, clientèle de particuliers, hors grandes et moyennes surfaces. Pour assurer une répartition équitable de la dotation, un montant maximum dépensé en bons dans chaque commerce sera déterminé en fonction du nombre de commerces adhérant à l’opération.

Une fois mis en place, les bons d'achat sont soit achetés en ligne, disponibles en version dématérialisée sur smartphone, soit achetés dans des points de vente assermentés, sous format papier. Le code QR assure la sécurité du dispositif et permet de connaitre le montant restant disponible. Le bon d'achat est sécable. Il peut donc être dépensé dans plusieurs commerces.

Le commerçant doit s’inscrire comme partenaire de l’opération. Une fois le bon dépensé dans son commerce, il est remboursé dans les 48h à 72h, directement par Keetiz, et cela ne lui coûte rien.

Il est proposé au conseil municipal d’approuver le versement de la participation de la commune au fonds ci-dessus défini, d’un montant de 29 115€

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur Pascal LANGLOIS,

- Madame Morel demande comment il a été procédé au choix de l’opérateur KEETIZ

- Madame Delafosse précise que le souhait de la communauté était de mettre en œuvre un dispositif simple, rapidement opérationnel et permettant de plafonner les bons par acheteur et par commerce. La proposition de KEETIZ répondait parfaitement à ces critères

- Monsieur Masson juge élevée la rémunération de l’opérateur

- Monsieur le Maire précise que la prestation est techniquement complexe et qu’en tout état de cause, elle n’aurait pu être assumée en régie. A ce jour l’opération connait un vif succès

- Madame Harel apporte par ailleurs des précisions sur le dispositif communautaire de soutien aux entreprises n’ayant pu bénéficier des aides nationales et régionales. Des subventions d’un montant global de 10 000 euros à destination de 5 entreprises dont 3 Coutançaises sont à ce jour actées. L’enveloppe prévisionnelle pour cette opération est de 42 000 euros. Les attributions de 1000 à 4000 euros varient selon le nombre de salariés de l’entreprise et la perte de chiffre d’affaires constatée.

Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

APPROUVE le versement de la participation de la commune au fonds ci-dessus défini, d’un montant de 29 115€

Ainsi fait et délibéré

**N°10 – SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION D’EAU POTABLE : RAPPORT ANNUEL D’EXPLOITATION DU DELEGATAIRE 2019**

Le code général des collectivités territoriales prévoit que « le délégataire d'un service public produit chaque année un rapport à la collectivité délégante comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée qui en prend acte. » (article L 1411-3 du CGCT)

Concernant notre Ville, 3 services font l’objet d’une délégation de service public : la gestion du théâtre et du festival de jazz, confiée au CCAC, le service de transport urbain, confié à TRANSDEV, et le service de distribution de l'eau potable, confié à la SAUR.

La SAUR a transmis à la collectivité depuis quelques jours le rapport annuel d'exploitation de l'exercice 2019. Le rapport complet peut être consulté auprès de la Direction des Services Techniques.

A noter que le rapport annuel 2019 est le dernier qui sera présenté directement au conseil, la compétence ayant fait l’objet d’un transfert au SDEAU au 1er janvier 2020.

Une synthèse du rapport est présentée ci-après. Le sommaire est le suivant :

**1. La synthèse de l'année**

*1.1 Les chiffres clés*

*1.2 Les faits marquants*

**2. Le contrat**

*2.1 Intervenants*

*2.2 Le contrat*

*2.3 Vie du contrat*

**4. Le patrimoine**

**5. Le service aux usagers**

*5.1 Nombre de branchements*

*5.2 Les volumes comptabilisés*

*5.3 Etat des réclamations clients*

**6. Le bilan d'activité**

*6.1 Les Volumes d’eau*

*6.2 La capacité de stockage*

*6.3 Le rendement du réseau*

*6.4 L’indice linéaire de pertes*

*6.5 L’indice linéaire de volumes non comptés*

*6.6 L’indice linéaire de consommation*

**7. La qualité de l’eau distribuée**

*7.1 Synthèse qualitative des eaux distribuées*

*7.2 Conformité de l’eau distribuée*

**9. Opérations réalisées**

*9.1 Les interventions d’exploitation*

*9.2 Les interventions de maintenance*

**10. Propositions d’amélioration**

**11. Compte annuel de résultat de l’exercice 2019**

**12. Spécimen de facture**

Ces extraits couvrent l'essentiel de ce rapport annuel d'exploitation.

1. La synthèse de l'ANNEE

1.1 Les chiffres clés

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **2018** | **2019** | **Variation**  **N/N-1** |
| Données techniques |  | | |
| Nombre de stations de surpression-reprise | 3 | 3 | 0 % |
| Nombre d’ouvrages de stockage | 5 | 5 | 0 % |
| Volume de stockage (en m3) | 2 868 | 2 868 | 0 % |
| Linéaire de conduites (en ml) | 83 538 | 83 541 | + 0,00 % |
|  | | | |
| Données clientèles |  | | |
| Nombre de contrats - abonnés | 5 159 | 5 211 | + 1,01 % |
| Volumes consommés hors VEG (en m3) | 868 940 | 799 202 | - 8,03 % |
|  | | | |
| Indicateurs quantitatifs |  | | |
| Volumes exportés (en m3) | 3 714 | 3 992 | + 7,49 % |
| Volumes importés (en m3) | 968 379 | 905 995 | - 6,44 % |
| Volumes mis en distribution (en m3) sur l’année civile | 964 666 | 902 003 | - 6,50 % |
| Nombre total de branchements en service | 5 159 | 5 211 | + 1,01 % |
| Dont compteurs renouvelés | 338 | 613 | + 181,4 % |
| Soit % du parc compteur | 6,54 % | 6,54 % | + 179,6 % |
| Rendement du réseau de distribution (indicateur « rapport du Maire ») | 90,44 % | 89,15 % | - 1,43 % |
| Indice linéaire de pertes en réseau (en m3/km/j) | 3,04 | 3,22 | + 5,92 % |
|  |  |
| Indicateurs qualitatifs (hors eau brute) - 2019 | Total | Conforme | % conformité |
| Nombre d’échantillons contrôle sanitaire ARS | 25 | 25 | 100 % |
| Dont analyses physico-chimiques | 25 | 25 | 100 % |
| Dont analyses bactériologiques | 21 | 21 | 100 % |

1.2 Les faits marquants

1. Travaux réalisés

* Juillet 2019 : Renouvellement de canalisation - rue Aspirant Bourré
* Juillet 2019 : Extension du réseau – Les Pièces de la Voie
* Juillet 2019 : Renouvellement du réseau (sous l’emprise du giratoire) – rue d’Ilkley
* Juillet 2019 : Déplacement de canalisation – avenue Jean-François Millet
* Septembre 2019 : Renouvellement et extension du réseau rue Planche Maurice
* Novembre 2019 : Pose d’une canalisation en attente - La Forerie

1. Pollution du réseau route de Rémilly

Lundi 15 avril 2019, sur le réseau d’alimentation d’eau potable qui dessert le hameau d’habitations route de Rémilly, une casse de canalisation a été provoquée par une entreprise de TP qui a obligé à stopper immédiatement la distribution d’eau potable de cette antenne.

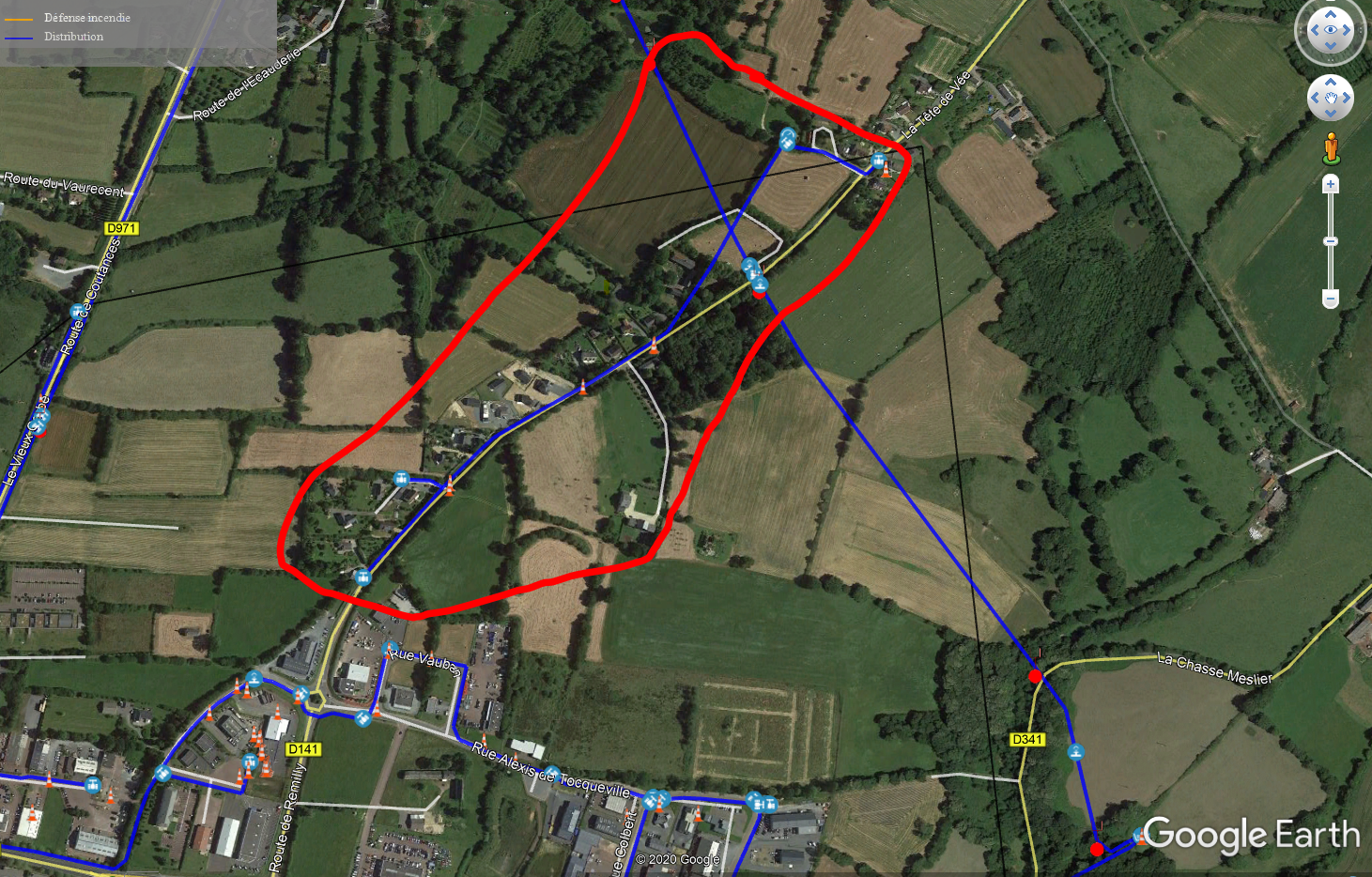
Lors de cette casse de canalisation des résidus de fosse septique se sont introduits dans cette canalisation.

24 abonnées ont été impactés. Une information auprès des abonnés et une distribution de bouteilles d’eau ont été réalisées par l’équipe exploitation de Coutances.

Une désinfection de la canalisation impactée a été réalisée dans la nuit du 15 au 16 avril. Tous les compteurs abonnés ont été renouvelés.

 Les contrôles bactériologiques effectués en différents points du réseau le 16 avril o montré que cette désinfection était en bonne voie.

Le 18 avril, les dernières lectures bactériologiques effectuées ont indiqué que les différents points contrôlés sur la conduite impactée se sont révélés conformes en tous points aux exigences de qualité auxquelles doivent répondre les eaux destinées à la consommation humaine. Par conséquent les restrictions d’usages ont été levées pour l’ensemble des abonnés desservis par la conduite.



2 Le contrat

2.1 Les intervenants

2.1.1 La collectivité

|  |  |
| --- | --- |
| **Le Maire :** | Monsieur LAMY Yves |
| **DGS :** | Madame ZAMOUTH Maguelonne |
| **Siège :** | Mairie de COUTANCES |
| **Téléphone :** | 02.33.76.55.55 |
| **Télécopie :** | 02.33.76.55.76 |

2.1.2 Le délégataire SAUR

|  |  |
| --- | --- |
| **Adresse :** | **SAUR**  Rue des Frères Chappe  14540 GRENTHEVILLE |
| **Téléphone :** | 02.31.52.53.85 |
| **Télécopie :** | 02.31.84.76.19 |

2.2 Le contrat

Nature du contrat : Délégation de Service Public

Date d’effet : 01/01/2012

Durée du contrat : 8 ans

Date d’échéance (intégrant les avenants éventuels) : 31/12/2019

2.3 Vie du contrat

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | **AVENANT N° 1** |  | | Objet : | Modification des modalités d’actualisation des prix | | date de visa de la Préfecture : | 06/03/2012 | | Date d’effet : | 06/03/2012 |  |  |  | | --- | --- | | **AVENANT N° 2** |  | | Objet : | Intégration du réservoir de Monthuchon au patrimoine de la collectivité | | date de visa de la Préfecture : | 31/05/2013 | | Date d’effet : | 31/05/2013 | | **AVENANT N° 3** |  | | Objet : | CSD – Construire sans détruire | | date de visa de la Préfecture : | 01/03/2016 | | Date d’effet : | 01/03/2016 |  |  |  | | --- | --- | | **AVENANT N° 4** |  | | Objet : | Prise en compte de nouveaux ouvrages – Modification de la rémunération | | date de visa de la Préfecture : | 01/04/2018 | | Date d’effet : | 01/04/2018 |  |  |  | | --- | --- | | **AVENANT N° 5** |  | | Objet : | Modification de la rémunération due à l’impact de la loi Brottes | | date de visa de la Préfecture : | 01/07/2018 | | Date d’effet : | 01/07/2018 | |  |

4 Le PATRIMOINE

|  |  |
| --- | --- |
| Synthèse du patrimoine | |
| Ouvrage(s) de stockage | 5 |
| Volume de stockage (m3) | 2 868 |
| Linéaire de conduites (km) | 83,541 |

## Le réseau

Le réseau de distribution se compose de conduites de transport (également appelées feeder ou conduite de refoulement) d’un diamètre en général supérieur à 300 mm et de conduites de distribution.

Dans les graphiques de répartition du linéaire par diamètre et matériaux, seules les 5 premières catégories sont affichées

### Répartition par matériau

|  |  |
| --- | --- |
| Matériau | Valeur (%) |
| Pvc | 54,37 |
| Fonte | 43,03 |
| Acier | 1,22 |
| Polyéthylène | 1,19 |
| Inconnu | 0,19 |

### Répartition par diamètre

|  |  |
| --- | --- |
| Diamètre | Valeur (%) |
| 200 | 10,08 |
| 140 | 10,02 |
| 110 | 9,36 |
| 75 | 8,73 |
| 150 | 7,19 |
| Autres | 54,62 |

## Les compteurs

* Il y a au total 5 218 compteurs. 613 compteurs ont été renouvelés sur l’année 2019.

#### Répartition par âge et par diamètre

1. LE SERVICE AUX USAGERS

5.1 Nombre de branchements

## Les branchements

Pour mieux comprendre :

***Le Branchement* :**Ensemble de canalisations et d’équipements reliant la partie publique du réseau de distribution d’eau à un réseau de distribution privé d’un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d’arrêt d’eau et un compteur.

**Le Compteur*:*** Equipement faisant partie intégrante du branchement et qui permet de comptabiliser le volume consommé par le branchement.

***Le Client*** : Personne physique ou morale consommant de l’eau et ayant au moins un contrat-client le liant avec le service de distribution de l’eau.

Cas général :

**1 Client** = 1 Branchement = 1 Compteur

Cas particuliers :

**1 Client** = 1 Branchement = 2 Compteurs

* + Compteur domestique
  + Compteur arrosage

**1 Client** = n Branchements = x compteur

* + Mairie = 1 Compteur
  + Salle des fêtes =1 Compteur
  + Piscine = 2 Compteurs

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | 2018 | 2019 | Evolution N/N+1 |
| Nombre de branchements | 5 159 | 5 211 | + 1,01 % |

Ce chiffre prend en compte les branchements en service (actifs, en cours de modification, en cours de résiliation ou en attente de mise en service).

* + 1. Décomposition par type de branchements

Ce tableau présente le nombre de branchements au 31 décembre de chaque année affichée.

***Les branchements par tranche***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | **Particuliers et autres** | | |
| Commune | 2019 | Dont < 200 m3 / an (tranche 1) | Dont 200 < conso < 6000 m3/an (tranche 2) | Dont > 6000 m3/an (tranche 3) |
| COUTANCES | 5 211 | 4 995 | 211 | 5 |
| Répartition (%) | - | 95,85 | 4,05 | 0,1 |
| Total | 5 211 | 4 995 | 211 | 5 |

***Les volumes consommés par tranche***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | Particuliers et autres | | |
| Commune | 2019 | Dont < 200 m3 / an (tranche 1) | Dont 200 < conso < 6000 m3/an (tranche 2) | Dont > 6000 m3/an (tranche 3) |
| COUTANCES | 810 150 | 257 808 | 176 878 | 375 464 |
| Total de la collectivité | 810 150 | 257 808 | 176 878 | 375 464 |
| Consommation moyenne par TYPE de branchement | 155,47 | 51,61 | 838,28 | 75 092,8 |

***Les consommations de plus de 6 000m3/an***

| Commune | Client | 2018 | 2019 | Evolution |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| COUTANCES | COMPAGNIE DES FROMAGES ET RICHESMONTS | 2 383 | 7 540 | 216,4% |
| COUTANCES | PISCINE | 30 328 | 28 145 | -7,2% |
| COUTANCES | ELVIA | 59 216 | 63 862 | 7,8% |
| COUTANCES | LABORATOIRE UNITHER | 90 822 | 85 789 | -5,5% |
| COUTANCES | SOCOPA VIANDES | 187 933 | 190 128 | 1,2% |
| Total |  | **370 682** | **375 464** | **1,29%** |

Les volumes comptabilisés

## Les volumes consommés

Afin de pouvoir calculer le rendement de réseau conformément au décret de décembre 2013, les volumes au niveau de la synthèse sont ramenés sur 365 jours.

Cependant pour être le plus représentatif par rapport à la relève réelle des compteurs, les volumes consommés en annexes sont ceux relevés au niveau des compteurs clients durant la période de relève.

Le volume d’eau potable consommé par les clients du périmètre du contrat n’inclut pas les Ventes d’Eau en Gros et / ou les volumes exportés.

***Volume facturé :*** Volume consommé, mis à jour des corrections administratives éventuelles (dégrèvements, réajustements, annulations et réémissions de factures,…).

ATTENTION 🡺 Volume consommé hors VEG ≠ volume facturé

Le présent rapport fait apparaître le volume consommé. Le décompte de gestion fait apparaitre le volume facturé.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | 2018 | 2019 | Evolution N/N+1 |
| Volume consommé hors VEG (m3) | 868 940 | 799 202 | - 8,03 % |

Etat des réclamations clients

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Motifs de réclamations | 2018 | 2019 |
| Facturation encaissement | 15 | 12 |
| Qualite de service | 4 | 17 |

* 1. Bilan de l’activité

6.1 Les volumes d’eau

***Le volume produit*** est le volume issu des ouvrages du service et introduit dans le réseau de distribution.

***Le volume importé*** est le volume d’eau en provenance d’un service d’eau extérieur.

***Le volume exporté*** est le volume d’eau livré à un service d’eau extérieur.

***Le volume mis en distribution*** correspond à la somme des volumes produits et importés, auxquels on retranche le volume exporté.

***Le volume consommé autorisé*** est la somme du volume consommé hors VEG sur 365 jours, du volume sans comptage (essai de poteaux d’incendie, arrosage, …) et du volume de service du réseau (purges, nettoyage de réservoirs, …).

**Les volumes présentés dans les sections ci-dessous sont extrapolés sur la période de relève de 362j et ramené sur 365j afin de répondre aux exigences du décret**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Synthèse des volumes (m3) transitant dans le réseau | 2018 | 2019 |
| Volumes produits | 0 | 0 |
| Volumes importés | 968 379 | 905 995 |
| Volumes exportés | 3 714 | 3 992 |
| Volumes mis en distribution | 964 666 | 902 003 |
| Volumes consommés | 868 940 | 799 202 |

## 6.2 Capacité de stockage

|  |  |
| --- | --- |
| Synthèse des volumes mis en distribution | |
| Capacité de stockage (en m3)\* | 2 868 |
| Volume mis en distribution moyen/jour (en m3) | 2 471 |
| Capacité d’autonomie (en j) | 1,2 |

## 6.3 Le rendement de réseau

***Le rendement*** d’un réseau compare les volumes d’eau introduits en amont et ceux consommés en aval par les usagers. La différence correspond aux volumes non comptabilisés dont les fuites de réseau, ainsi que les volumes expliqués ci-après.

La moyenne nationale de rendement des réseaux d’eau potable est de 80 %.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Evolution N/N-1 |
| Volume produit | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Volume acheté en gros | 955 739 | 970 001 | 939 848 | 968 379 | 905 995 | -6,4% |
| Volume vendu en gros | 2 572 | 2 937 | 3 729 | 3 714 | 3 992 | 7,5% |
| Volume consommé autorisé | 862 410 | 867 116 | 854 246 | 872 093 | 803 708 | -7,8% |
| Rendement IDM (%) | 90,5 | 89,7 | 91,29 | 90,44 | 89,15 | -1,4% |

\*On entend principalement par « volume consommateurs sans comptage », les volumes d’eau utilisés dans le cadre des manœuvres et essais des dispositifs de protection incendie.

Ils peuvent être complétés par les eaux de lavage des voiries, d’arrosage des espaces verts, celles des fontaines publiques, ou d’éventuelles chasses sur réseaux.

On entend par « volume de service du réseau », l’eau utilisée lors des nettoyages de réservoirs, des purges de réseaux, et par certains appareils de mesure en ligne.

La prise en compte de ces volumes dans le calcul du rendement de réseau est conforme à la règlementation.

Le vieillissement du réseau est l’un des principaux facteurs de dégradation du réseau, une politique de **gestion patrimoniale adaptée** permet d’optimiser les performances des réseaux.

## 6.4 L’Indice Linéaire de Pertes (ILP)

L’Indice Linéaire de Pertes (ILP) indique le volume perdu par jour et par kilomètre de réseau.

Il permet de mieux traduire la performance du réseau selon sa nature.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Evolution N/N-1 |
| Volume produit | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Volume acheté en gros | 955 739 | 970 001 | 939 848 | 968 379 | 905 995 | -6,4% |
| Volume vendu en gros | 2 572 | 2 937 | 3 729 | 3 714 | 3 992 | 7,5% |
| Volume mis en distribution | 953 167 | 967 064 | 936 119 | 964 666 | 902 003 | -6,5% |
| Volume consommé autorisé | 862 410 | 867 116 | 854 246 | 872 093 | 803 708 | -7,8% |
| Linéaire du réseau | 81 | 83 | 83 | 84 | 84 | 0% |
| Indice linéaire de pertes (en m3/km/j) | 3,05 | 3,3 | 2,7 | 3,04 | 3,22 | 6,2% |

## 6.5 L’Indice Linéaire de volume non compté (ILVNC)

L’Indice Linéaire de volume non compté (ILVNC) indique le ratio de volume non compté par jour, par kilomètre de réseau.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Evolution N/N-1 |
| Volume produit | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Volume acheté en gros | 955 739 | 970 001 | 939 848 | 968 379 | 905 995 | -6,4% |
| Volume vendu en gros | 2 572 | 2 937 | 3 729 | 3 714 | 3 992 | 7,5% |
| Volume mis en distribution | 953 167 | 967 064 | 936 119 | 964 666 | 902 003 | -6,5% |
| Volume consommé | 858 299 | 856 913 | 850 516 | 868 940 | 799 202 | -8% |
| Linéaire du réseau | 81 | 83 | 83 | 84 | 84 | 0% |
| Indice linéaire de volume non compté | 3,19 | 3,63 | 2,82 | 3,14 | 3,37 | 7,4% |

Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l’objet d’un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l’efficacité de la gestion du réseau.

## 6.6 L’Indice Linéaire de consommation (ILC)

L’Indice Linéaire de consommation(ILC) indique le ratio de volume consommé par jour, par km.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Evolution N/N-1 |
| Volume produit | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Volume acheté en gros | 955 739 | 970 001 | 939 848 | 968 379 | 905 995 | -6,4% |
| Volume vendu en gros | 2 572 | 2 937 | 3 729 | 3 714 | 3 992 | 7,5% |
| Volume mis en distribution | 953 167 | 967 064 | 936 119 | 964 666 | 902 003 | -6,5% |
| Volume consommé autorisé | 862 410 | 867 116 | 854 246 | 872 093 | 803 708 | -7,8% |
| Linéaire du réseau | 81 | 83 | 83 | 84 | 84 | 0% |
| Indice linéaire de consommation (m3/km/j) | 29,1 | 28,7 | 28,29 | 28,72 | 26,49 | -7,8% |

Ce ratio est utilisé pour évaluer la conformité du rendement de réseau. Il est également utilisé pour mesurer les écarts entre services dans le comparateur national inter services.

* 1. La qualité du produit

L’eau potable est une denrée alimentaire, c’est pourquoi elle fait l’objet d’un suivi régulier et rigoureux. SAUR œuvre chaque jour afin de délivrer, en toutes circonstances, de l’eau de grande qualité.

Le code de la santé publique (CSP, articles L1321-1 à 10 et R1321-1 à 63) précise les dispositions à respecter par la personne publique responsable de la production et de la distribution des eaux.

Ce chapitre présente les résultats de conformité de l’eau par rapport à la règlementation, en distinguant les paramètres bactériologiques et physico-chimiques.

## 7.1 Synthèse qualitative des eaux distribuées en 2019

| Nature de l’analyse | Nombre d’échantillons analysés (ARS) | Nombre d’échantillons conformes (ARS) | % Conformité (ARS) |
| --- | --- | --- | --- |
| Bactériologique | 21 | 21 | 100 |
| Physico-chimique | 25 | 25 | 100 |
| Nombre total d'échantillons | 25 | 25 | 100 |

## 7.2 Conformité de l’eau distribuée

#### Détail des non conformités sur l’eau distribuée

Sans objet

#### Commentaire sur l’eau distribuée

L’eau distribuée provient d’un achat d’eau au Syndicat Départemental d’Eau Potable de la Manche (SDEAU50).

Les unités de distribution de la commune sont les suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| Unité de distribution | Origine de l’eau |
| UDI de Coutances Cambernon | Station de traitement du SYMPEC, Marchésieux |
| UDI de Coutances Monthuchon | Station de traitement du SYMPEC, Marchésieux |

**Eaux distribuées :**

Les eaux distribuées sont au regard de l’ensemble des analyses effectuées de bonne qualité physico-chimique et bactériologique.

Le traitement de décarbonatation du SYMPEC permet de distribuer une eau de qualité à l’équilibre calcocarbonique avec une dureté de 16.2°F pour un ph de 8.0.

1. Les opérations réalisées par SAUR

## 9.1 Les interventions d’exploitation

Tout au long de l’année, SAUR réalise des opérations sur les installations et le réseau de la collectivité afin d’assurer la bonne distribution de l’eau.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Synthèse du Nombre d'interventions par type | 2018 | 2019 |
| Nettoyage des réservoirs | 2 | 5 |
| Nombre de campagnes de recherche de fuites | 21 | 26 |
| Linéaire inspecté (ml) | 4 152 | 8 550 |
| Nombre de fuites trouvées | 3 | 0 |
| Réparation fuites/casses sur conduite | 18 | 10 |
| Réparation fuites/casses sur branchement | 9 | 10 |
| Interventions d’entretien | 15 | 17 |

#### Détails des fuites/casses réparées sur conduites

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Commune | Nature | Diamètre | Date | Adresse |
| Coutances | Acier | 175 | 04/01/19 | 27 ALSACE LORRAINE (Boulevard d') |
| Coutances | Fonte | 125 | 20/02/19 | 17 REGIS MESSAC (Rue ) |
| Coutances | Pvc | 140 | 04/04/19 | 25 SAINT PIERRE (Rue ) |
| Coutances | Fonte | 125 | 19/06/19 | 5 QUESNEL MORINIERE (Rue ) |
| Coutances | Fonte | 150 | 21/06/19 | 59 ILKLEY (Rue ) |
| Coutances | Pvc | 110 | 17/09/19 | 1 Rue du Bord de Soulles, |
| Coutances | Pvc | 50 | 18/09/19 | 1 La Forerie, |
| Coutances | Fonte | 60 | 03/10/19 | 3 Place de la Croute, |
| Coutances | Pvc | 90 | 08/11/19 | 9 Résidence Geoffroy de Montbray, |
| Coutances | Fonte | 150 | 18/11/19 | 31 a Avenue Division Leclerc, |

#### Détails des fuites/casses réparées sur branchement

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Commune | Date | Adresse |
| Coutances | 15/01/19 | 80 ALSACE LORRAINE (Boulevard d') |
| Coutances | 17/01/19 | 0 ALSACE LORRAINE (Boulevard d') |
| Coutances | 06/03/19 | 9 LA CHENAIE (Residence ) |
| Coutances | 11/03/19 | 78 ALSACE LORRAINE (Boulevard d') |
| Coutances | 20/06/19 | 0 L'ECOULANDERIE |
| Coutances | 24/06/19 | D2 |
| Coutances | 17/07/19 | 10 Rue des Sorbiers, |
| Coutances | 31/07/19 | 2 Rue de la Source, |
| Coutances | 04/09/19 | 11 a Rue du Bocage, |
| Coutances | 15/10/19 | 4 Allee des Tilleuls, |

## 9.2 Les interventions de maintenance

Les opérations de maintenance permettent de maintenir ou de rétablir un groupe fonctionnel, équipement, matériel, dans un état donné ou de lui restituer des caractéristiques de fonctionnement spécifiées.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nombre d'interventions de maintenance | 2018 | 2019 |
| Entretien niveau 2 | 7 | 10 |
| Contrôles réglementaires | 3 | 1 |

*Les interventions de maintenance*

**Entretien niveau 1 :** désigne les opérations de maintenance préventive et / ou corrective **simples** (réglages, remplacement de consommables, graissages …).

**Entretien niveau 2 :** désigne les opérations de maintenance préventive et / ou corrective de **complexité moyenne** (rénovation, réparations importantes réalisées en ateliers spécialisés, remplacement d’équipements ou sous équipements).

Ces interventions peuvent être soit de nature :

* Curative : opération faisant suite à un dysfonctionnement ou à une panne
* Préventives : Opération réalisée lors du fonctionnement normal d’un équipement afin d’assurer la **continuité de ses** caractéristiques de marche et d’éviter l’occurrence d’une panne.

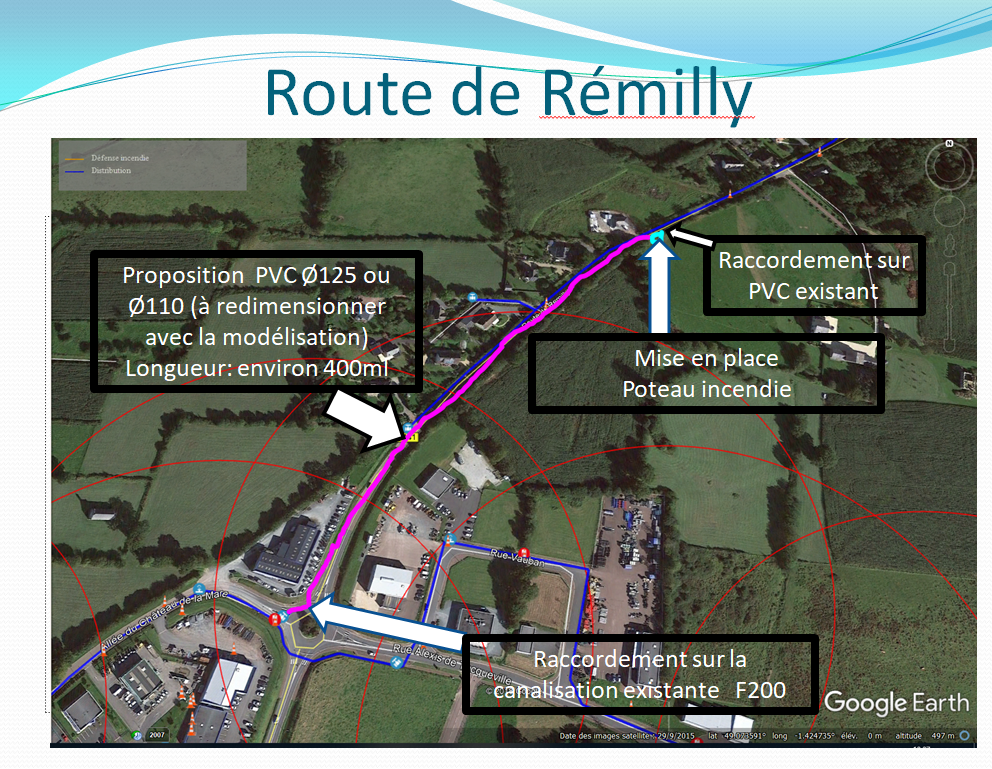
|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Type | 2018 | 2019 |
| Curatif | 9 | 10 |
| Préventif | - | - |

**Contrôles réglementaires :** permettent de vérifier la conformité des installations ci-dessous afin de garantir la sécurité du personnel :

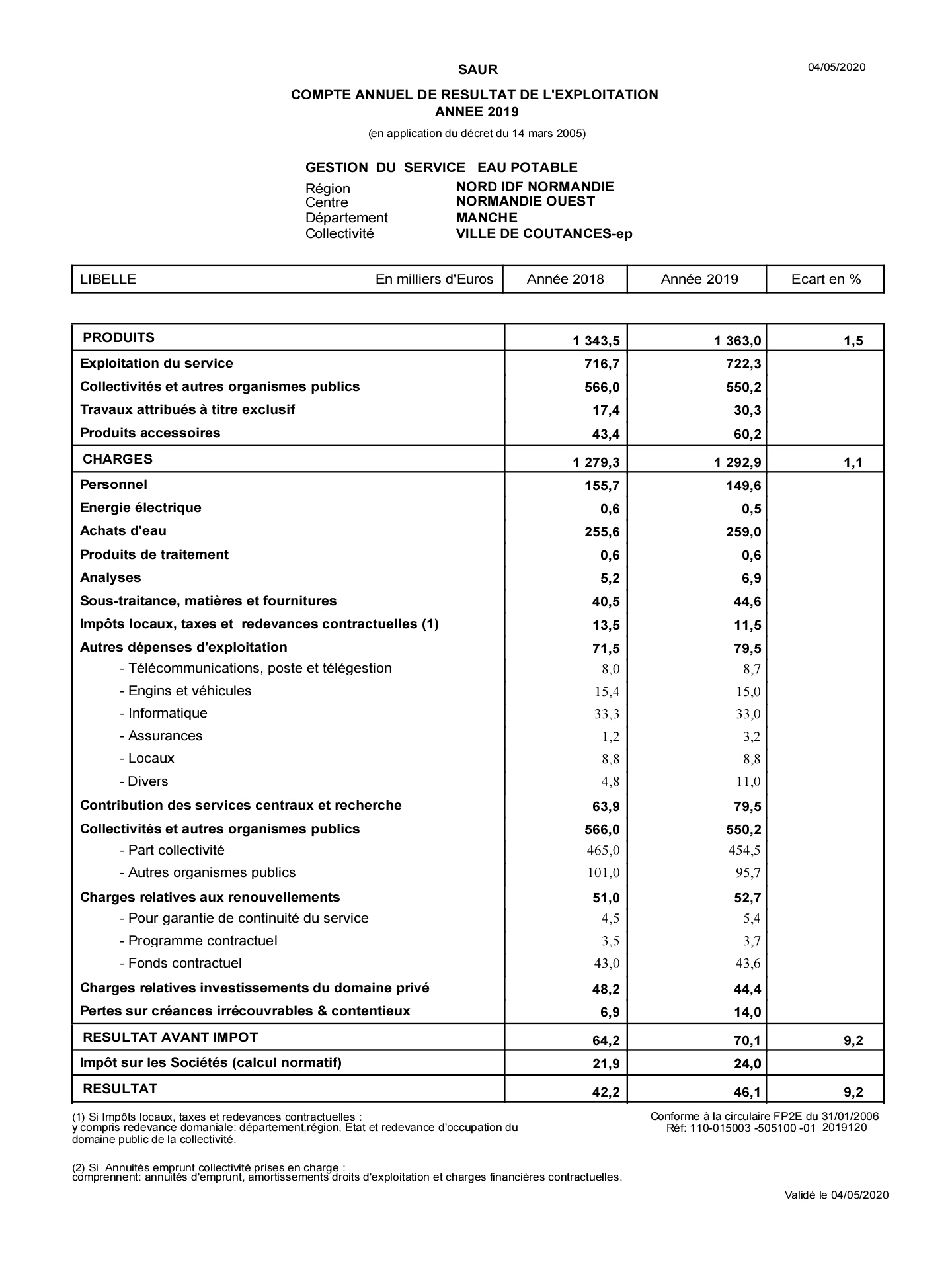
* Installations électriques
* Systèmes de levage
* Ballons anti-béliers

1. propositions d’ameLioration

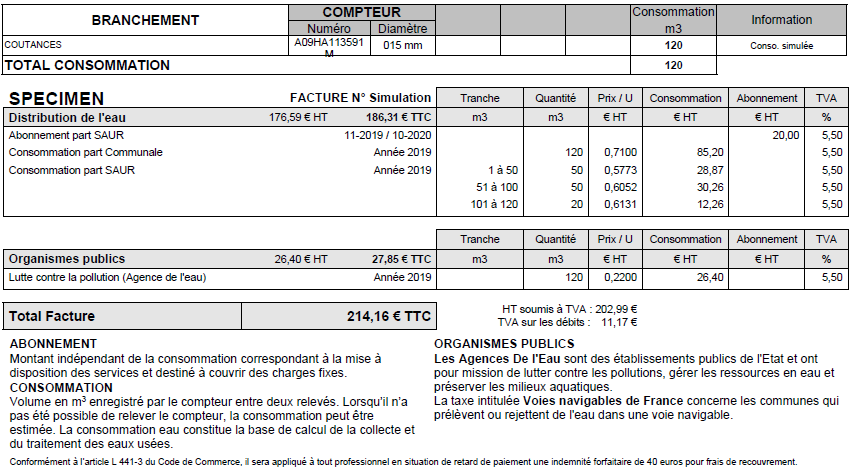
|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Localisation** | **Proposition** | **Délai** |
| Réseau AEP | Renouvellement canalisation Quesnel Morinière | Souhaitable |
| Réseau AEP | Envisager une étude de diagnostic sur l’état des conduites et des branchements (branchement acier, résistance, état intérieur, corrosion…) :  - Rue Gambetta - Boulevard Alsace Lorraine - Avenue de la république  Conduite prioritaire et très importante pour l’alimentation en eau de la Ville de COUTANCES | Souhaitable |
| Réseau AEP | Rue du palais de Justice: Renouvellement de la canalisation en Fonte Ø175 Longueur environ : 190 m  Conduite importante pour la Ville de Coutances (Centre-Ville) et ancienneté de la canalisation importante 3 fuites ont été recensées et réparés sur cette canalisation. (historique depuis 2011) | Souhaitable |
| Réseau AEP | Rue Milon : Réparation de fuites récurrentes sur cette canalisation (F150 et F125) Longueur environ : 250m Si des travaux de voiries ou d’effacement de réseau, il serait souhaitable de renouveler cette canalisation. | Souhaitable |
| Réseau AEP | Rue Henri Laloi et Chemin des Sources : Renouvellement de la canalisation en Fonte Ø100 Longueur environ : 800 m Beaucoup de fuite sur ce secteur Ancienneté de la canalisation | Souhaitable |
| Bâches de Monthuchon (SYMPEC) | Création d’un by-pass pour le réservoir de Cambernon via le réservoir de Monthuchon | Souhaitable |
| Bâches de Cambernon (SYMPEC) | Prévoir la réfection du génie civil et l’étanchéité du réservoir. Prévoir le renouvellement de la tuyauterie intérieur | Souhaitable |
| Réseau AEP | **Rte de Rémilly : Interconnexion sur le réseau existant Auberge De La Mare**  **(Voir plan ci-dessous)** Avantage :  - Contrôle de la qualité d’eau distribué  - Amélioration de la distribution pour les abonnés (diamètre sous dimensionné)  - Mise en place d’une défense incendie  - Arrêt achat d’eau Saint Sauveur Lendelin (conservation en mode secours) |  |



1. compte annuel de resultat de l’exploitation (care)



* 1. Spécimen de factures



Au 1er janvier 2019, le prix de l’eau potable sur la ville de Coutances était de 2,04 € TTC / m3, pour 2,07 € TTC / m3 au 1er janvier 2018, soit une évolution de + 1,47 %.

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte du rapport annuel du délégataire sur le service public de distribution d’eau potable

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur Denis BOURGET,

Après que les remarques suivantes ont été formulées :

- Madame Morel interroge Monsieur le Maire sur la situation de la nappe phréatique

- Monsieur le Maire précise qu’elle est considérée comme rassurante par le syndicat mixte de production d’eau du centre Manche (SYMPEC)

- Madame Morel s’inquiète de l’accès aux informations suite au transfert de compétence vers le syndicat départemental de l’eau (SDEAU).

- Monsieur le Maire lui précise qu’il siègera au comité local de l’eau potable (CLEP) et qu’il sera donc en mesure de fournir toutes les informations sollicitées. En tout état de cause, les décisions du CLEP seront publiques

- Madame MOREL regrette que ce service fasse l’objet d’une délégation de service public,

Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

prend acte du rapport annuel du délégataire sur le service public de distribution d’eau potable.

Ainsi fait et délibéré

**N°11 – REGLEMENT DE FORMATION**

La formation professionnelle est un outil privilégié pour anticiper l’évolution des métiers, favoriser le développement professionnel des agents ou accompagner les demandes de mobilité et d’évolution de carrière. Afin de faciliter l’accès à la formation, le cas échéant de le réguler, et surtout de développer une vision pluriannuelle des besoins en formation, un règlement de formation a été rédigé, en concertation avec les représentants du personnel. Le Comité technique du 9 juillet 2020 a émis un avis favorable à l’unanimité.

Il est proposé au conseil d’approuver le projet de règlement de formation joint

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur le Maire

Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

APPROUVE le projet de règlement de formation joint.

Ainsi fait et délibéré

**N°12 – VACATION POUR LE PRESIDENT DU CONSEIL DE DISCIPLINE**

La commune de Coutances a saisi le 8 juillet dernier le conseil de discipline placé auprès du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Manche.

Ce conseil était présidé par Monsieur Benoit Blondel, magistrat de l’ordre administratif et désigné par le Président du tribunal administratif de Caen. Conformément à l’article 30-1 du décret n°89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux, les fonctions de président du conseil de discipline sont rémunérées à la vacation dont le montant est à la charge de la collectivité qui a saisi le conseil de discipline.

Le montant de ces vacations est fixé par l’arrêté interministériel du 2 décembre 1996 à 54,88 euros pour une séance d’une durée au plus égale à trois heures.

Il est proposé au conseil municipal d’autoriser Monsieur le maire à :

- rémunérer par vacation Monsieur Benoît Blondel pour sa présidence du conseil de discipline du 8 juillet 2020.

- verser à Monsieur Benoît Blondel le montant fixé par arrêté ministériel du 2 décembre 1996 soit 54,88 euros.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur le Maire,

Après que les remarques suivantes ont été formulées :

- Répondant à Monsieur Masson, Monsieur le Maire confirme que des élus siègent au conseil de discipline mais que l’assemblée communale ne sera pas informée avant chaque saisine

Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

Approuve la rémunération par vacation de Monsieur Benoît Blondel pour sa présidence du conseil de discipline du 8 juillet 2020.

Versera à Monsieur Benoît Blondel le montant fixé par arrêté ministériel du 2 décembre 1996 soit 54,88 euros.

Ainsi fait et délibéré

**N°13 – ECHANGE FONCIER AVEC MONSIEUR ROLLET**

Monsieur ROLLET est propriétaire de l’immeuble cadastré ZH 6 et ZH n°7 sis la Forerie à Coutances.

Afin d’étendre son unité foncière, il a proposé à la ville d’acquérir la parcelle contiguë cadastrée ZH n°8.

En échange, il cèderait la parcelle lui appartenant située plus au sud, cadastrée ZH n°25 et contiguë à deux parcelles communales.

Un accord est intervenu pour un échange aux conditions suivantes :

* La Ville cède à Mr ROLLET la parcelle ZH 8 (2 538 m²)
* Mr ROLLET cède à la Ville la parcelle ZH 25 (1 000 m²)
* Mr ROLLET verse à la Ville une soulte de 1000 euros
* Mr ROLLET consent à la Ville une servitude de passage au nord de la parcelle ZH8, dans le prolongement de la parcelle ZH9 afin d’assurer la continuité du cheminement piétonnier sur une largeur d’environ 3 mètres

Il est proposé au conseil municipal d’autoriser Monsieur le Maire à signer l’acte d’échange à intervenir.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur le Maire

Après que les remarques suivantes ont été formulées,

- Répondant à Madame Morel, Monsieur le Maire confirme qu’il n’y aura pas de modification de la situation juridique des terrains après l’échange. En l’espèce, il est répondu favorablement à la demande de l’intéressé tout en préservant, via un droit de passage, la continuité des cheminements piétonniers communaux

Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

Autorise Monsieur le Maire à signer l’acte d’échange à intervenir.

Ainsi fait et délibéré

**N°14 – ENGAGEMENT DE LA VILLE POUR L’ETABLISSEMENT D’UN SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER (SDI°**

Dans le cadre du dispositif mis en place pour renforcer la politique énergie-climat des villes moyennes, l’ADEME et la Région ont lancé une démarche collective d’élaboration de schémas directeurs immobiliers auprès des villes moyennes de l’ancien territoire bas-normand en avril 2015, puis renouvelé cette initiative en 2018 à l’échelle de la nouvelle région, avec le soutien des fonds européens FEDER.

Grâce à cette démarche, ces 30 collectivités peuvent mieux gérer leurs actifs immobiliers en vue de maintenir en bon état, améliorer leur qualité d’usage et leur performance énergétique, rationnaliser l’occupation des locaux et les adapter à l’évolution des besoins, tout en alliant bonne gestion des finances publiques et démarche environnementale.

En juin 2020, l’ADEME a informé la ville de Coutances qu’elle envisageait de reconduire une démarche collective similaire dénommée « Schémas Directeurs Immobiliers des villes moyennes et de leur EPCI en Normandie » et qu’elle souhaitait en faire bénéficier la collectivité, ainsi que la communauté de communes.

Dans ce cadre, les 2 collectivités seraient accompagnées dans la méthodologie et une animation collective permettrait de mutualiser l’utilisation d’outils, d’échanger les bonnes pratiques et d’apporter une assistance individuelle à l’ensemble des collectivités engagées dans la démarche.

Les collectivités bénéficieraient d’une assistance individuelle par l’assistant à maîtrise d’ouvrage missionné par l’ADEME, dont la prestation serait totalement prise en charge par cette dernière en partenariat avec la Banque des territoires.

La démarche, dont la note de cadrage est jointe au présent rapport, comprend les 4 phases suivantes permettant d’aboutir à la définition d’un schéma directeur immobilier :

* Lancement de la démarche : Janvier à février 2021
* Diagnostics sommaires : Mars à décembre 2021
* Scénarii et validation : Janvier à novembre 2022
* Mise en œuvre des SDI : Janvier 2023 à juin 2024

En ce qui concerne la phase de diagnostics qui est la plus lourde, un chargé de mission serait recruté par la communauté pour renforcer temporairement la direction des services techniques.

Au regard de ces éléments, il est proposé au Conseil de :

* décider d’engager la Ville de Coutances dans la démarche « Schémas Directeurs Immobiliers des villes moyennes et de leur EPCI en Normandie » ;
* de désigner comme référent élu, Madame Delphine FOURNIER, et comme référent technicien, Monsieur Jean-Charles PERRUAUX.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Corinne CLEMENT,

Après que les remarques suivantes ont été formulées :

Monsieur le Maire précise que ce sont près de 70 bâtiments communaux qui seront « passés au scanner » en vue d’une utilisation optimale. Cette analyse ne sera pas initiée sous le seul angle énergétique

Après en avoir délibéré, à l’unanimité

DECIDE d’engager la Ville de Coutances dans la démarche « Schémas Directeurs Immobiliers des villes moyennes et de leur EPCI en Normandie » ;

DESIGNE comme référent élu, Madame Delphine FOURNIER, et comme référent technicien, Monsieur Jean-Charles PERRUAUX.

Ainsi fait et délibéré.

**N°15 – TARIFS DE VENTE DES MOTIFS D’ILLUMINATIONS USAGES**

La Ville procède tous les ans au renouvellement d’une partie de ses motifs d’illuminations de Noël.

Par conséquent, les motifs usagés remplacés restent stockés mais ne servent plus et sont proposés à la vente aux communes ou comités des fêtes communaux intéressés, de même que la câblerie lumineuse servant à créer/modifier/réparer lesdits motifs.

Les tarifs n’ayant jamais été délibérés, il convient de les arrêter définitivement :

|  |  |
| --- | --- |
| **Type de motif** | **Prix net** |
| Traversée de rue (grande taille) | 150 €/u |
| Motif mural ou sur candélabre (petite taille) | 50 €/u |
| Câblerie pour création/réparation | 0,50 €/ml |

Il est proposé au conseil d’approuver les tarifs ci-avant proposés.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur Denis BOURGET,

Après que les remarques suivantes ont été formulées

- Monsieur Masson demande si une réflexion est initiée concernant des illuminations moins énergivores.

- Monsieur le Maire lui précise qu’il n’entend pas priver les Coutançais d’une ambiance festive en période de Noël. Il considère qu’il y a des symboles plus pertinents pour marquer la volonté de transition écologique de la collectivité

- Madame Clément rappelle sur ce point l’important travail qui est réalisé sur l’éclairage public

Après en avoir délibéré, à l’unanimité, approuve les tarifs ci-après

|  |  |
| --- | --- |
| **Type de motif** | **Prix net** |
| Traversée de rue (grande taille) | 150 €/u |
| Motif mural ou sur candélabre (petite taille) | 50 €/u |
| Câblerie pour création/réparation | 0,50 €/ml |

Ainsi fait et délibéré

**N°16 – DROITS DE PLACE MARCHE DE NOEL 2020**

Le marché de Noël 2020 se déroulera **du samedi 12 au jeudi 24 décembre inclus dans l’espace Saint-Nicolas et sur la place St-Nicolas.**

 Il est proposé au conseil municipal d'approuver les tarifs ci-dessous :

**Stand "métrage linéaire" dans l’espace Saint-Nicolas :**

* Stand de 3 mètres : 200 €
* Stand de 4 mètres : 250 €
* Stand de 5 mètres : 300 €
* Stand de 6 mètres : 350 €

**Stand "métrage carré" dans l’espace Saint-Nicolas :**

* Superficie de 9m2 : 300 €
* Superficie de 12 m2 : 400 €

**Chalet place Saint-Nicolas : 200 euros**

Une caution d’un montant de 200 euros est sollicitée auprès des exposants pour garantir leur présence.

Il est proposé au Conseil d’approuver ces différents tarifs.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur David ROUXEL, après que les remarques suivantes ont été formulées

- Monsieur Rouxel confirme que le groupe de travail ad hoc a défini des critères de sélection des exposants qui peuvent être résumés comme suit :

- privilégier les activités principales

- favoriser le commerce local

- encourager les activités de création

- privilégier les thématiques uniques

- contribuer à une rotation des exposants en tenant compte de leur ancienneté dans l’animation de Noël

Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

Approuve les tarifs ci-dessus définis.

Ainsi fait et délibéré

**N°17 – VENTES MUSEE QUESNEL MORINIERE**

Dans le cadre des expositions Marie HUGO et Cécile BOUVAREL au Musée Quesnel Morinière, des cartes, affiches et ouvrages sont mis en vente.

Il est demandé au conseil municipal d’approuver les tarifs ci-après :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Prix public TTC** |
| ***Exposition Marie HUGO*** | |
| Affiche | 3€ |
| Ouvrage « Hauteville House Paris musées » | 35€ |
| Catalogue d’exposition | 15€ |
| ***Exposition Cécile BOUVAREL*** | |
| Affiche | 3€\* |
| Carte postale (double carte + enveloppe) | 4€\* |
| Dépliants « Rencontres » | 6€\* |
| Ouvrage « Cotentin mosaïque » | 24€\* |
| Monographie « Cécile Bouvarel – Mosaïques – 33 années d’atelier , 1986-2019 » | 35€\* |

*\* Ces prix intègrent une commission de 15% pour le Musée*

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur Christian SAVARY, après en avoir délibéré, à l’unanimité

Approuve les tarifs ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré

**N°18 – SUBVENTION A L’UCAC POUR L’ORGANISATION DE DEUX SPECTACLES**

L’union des commerçants et artisans de Coutances a engagé le projet d’animer la Ville le week-end des 26 et 27 septembre en organisant dans la salle Marcel Hélie :

* L’élection de Miss Normandie
* Le spectacle de Jean-Marie Bigard

Il est proposé au Conseil municipal de soutenir l’UCAC dans l’animation de ce week-end. Ainsi, outre le prêt de salle, de matériel, et l’appui des services techniques de la Ville, le versement d’une subvention de 2000€ à l’UCAC est proposé au vote.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur Christian SAVARY,

Après que les remarques suivantes ont été formulées :

- Monsieur Savary précise que la demande à destination de la ville s’élevait à 5 000 euros. Elle était au global de 10 000 euros en incluant le Département et la communauté de communes. La sollicitation a été tardive. Une subvention de 2 000 euros est apparue comme une juste participation à laquelle il convient d’ajouter la valorisation du soutien technique apporté.

- Monsieur Masson se dit surpris par une intervention de la collectivité en soutien d’un spectacle payant qui affiche complet

- Monsieur le Maire, au-delà de toute analyse sur le contenu du spectacle, constate que ce dernier a trouvé son public. En ce sens, c’est une manifestation importante et le soutien de la collectivité apparait légitime

- Madame Harel corrobore ces propos en insistant sur les retombées potentielles de telles manifestations pour les commerçants locaux

- Répondant à Madame Morel, Monsieur le Maire précise que la subvention annuelle de fonctionnement versée à l’union des commerçants s’élève en 2020 à 3 000 euros

Après en avoir délibéré, à la majorité, Madame Morel, Messieurs Masson et Tinard votant contre

APPROUVE le versement à l’UCAC de la subvention de 2 000 euros ci-dessus définie

Ainsi fait et délibéré

**N°19 – SIGNALISATION TOURISTIQUE COMMUNALE – CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENTDE LA MANCHE**

En 2017, le Département de la Manche a approuvé son schéma directeur de signalisation touristique, puis l’a complété en 2019.

L’objectif de la démarche était de promouvoir le patrimoine départemental par une signalétique homogène, notamment au niveau des communes emblématiques.

Concernant la Ville, un consensus s’est rapidement dégagé pour signaler Coutances et sa cathédrale dans un rayon de 15kms autour du site.

Le Département a pris en charge le coût de réalisation des maquettes et a fait bénéficier les communes des tarifs de son marché de signalisation départementale, par le biais d’une refacturation auprès des communes à hauteur de 100% du montant HT de l’acquisition des panneaux.

Quatre dispositifs étant envisagés, le montant s’élèverait à 5 860,04 € HT (4 x 1 465,01 € HT).

Les panneaux seraient positionnés aux endroits suivants :

* Sur la route de Granville (D971), avant le rond-point vers la rocade / Coutances
* Sur la touristique (D650), avant la sortie pour Coutances à Tourville-sur-Sienne
* Sur la route Coutances-Saint-Lô (D972), sur la flèche de la première sortie pour Coutances,
* Sur la route de Carentan (D971), entre Saint-Sauveur et Monthuchon (juste avant le tourne-à-gauche - route de la Rousserie)

Par ailleurs, le Département assurant déjà l’entretien de ses propres panneaux, il est proposé qu’il assure l’entretien de ces 4 dispositifs. La convention prévoit la refacturation à la Ville, pour un montant total de 4 800 € HT étalé sur 3 ans.

A cet effet, il est nécessaire de passer une convention financière avec le Département définissant les modalités de mise en place et d’entretien de ces dispositifs (cf. annexe jointe).

Il est prévu que les panneaux soient posés d’ici la fin de l’année 2020.

Il est proposé au conseil :

* d’autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ;
* d’inscrire la dépense au chapitre 204 du budget général.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Madame Sylvaine BOURY, après en avoir délibéré, à l’unanimité

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention ci-dessus définie ;

Inscrit la dépense au chapitre 204 du budget général.

Ainsi fait et délibéré

**N°20 – ANNULATION DES ACOMPTES DE LOCATION**

M. et Mme Gaillard demandent un remboursement de 69€ pour la location de la cafeteria des Unelles prévue les 29 et 30 août 2020, étant entendu que la réception prévue ne pourra être reportée. La réception devait accueillir 99 personnes et a été annulée en raison de la crise sanitaire.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder au remboursement de Mme Gaillard pour la location de la cafeteria des Unelles les 29 et 30 août 2020.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur Didier LEFEVRE , après en avoir délibéré, à l’unanimité

Approuve le remboursement à Mme GAILLARD pour la location de la cafeteria des Unelles les 29 et 30 août 2020.

Ainsi fait et délibéré.

**N°21 – TRAVAUX D’ASSAINISSEMENT BOULEVARD ALSACE LORRAINE ET AVENUE DE**

Par délibération en date du 11 juin 2020, le conseil a approuvé le plan de financement des travaux de renouvellement des réseaux d’assainissement du boulevard Alsace-Lorraine et de l’avenue de Verdun, 1ère tranche du programme pluriannuel d’investissement approuvé en mai 2019.

L’Etat a récemment sollicité les collectivités en les informant que des crédits nouveaux avaient été dégagés du fait de la crise sanitaire, en vue de lancer un plan de relance économique.

A cet effet, des fonds peuvent être mobilisés au titre de la Dotation de Soutien à l’Investissement Local (DSIL), notamment en termes de résilience sanitaire et, en l’occurrence, les travaux sur les réseaux d’assainissement sont éligibles.

Pour pouvoir en bénéficier, un dossier doit être déposé en Préfecture, incluant une délibération avec un plan de financement prévisionnel.

Ainsi, le plan de financement pourrait être le suivant :

En dépenses :

|  |  |
| --- | --- |
| **Désignation des travaux** | **Montant €** |
|  |  |
| *Travaux* |  |
| Boulevard Alsace-Lorraine | 895 725,00 € |
| Avenue de Verdun | 353 920,25 € |
|  |  |
| ***Total travaux*** | ***1 251 760,00 €*** |
|  |  |
| *Etudes et divers* |  |
| Maîtrise d’œuvre | 24 480,00 € |
| SPS | 6 000,00 € |
| HAP Amiante et études géotechniques | 19 880,00 € |
| Inspections caméra | 10 950,00 € |
| Investigations complémentaires | 14 817,50 € |
| Levé topographique | 3 936,38 € |
| Contrôles de branchements | 5 850,00 € |
| Contrôles du réseaux EU et compactage | 10 000,00 € |
| Imprévus Divers (4,75%) | 59 472,26 € |
|  |  |
| ***Total Etudes et Divers*** | ***155 386,14 €*** |
|  |  |
| **Montant Global** | **1 407 146,14 €** |

En recettes :

|  |  |
| --- | --- |
| **Organisme financeur** | **Montant HT** |
| Agence de l’Eau (40% ) | 562 858,45 € |
|  |  |
| Etat – DSIL (20%) | 281 429,23 € |
| Sous-total Subventions | 844 287,68 € |
| Autofinancement Ville de Coutances (20%) | 281 429,23 € |
| Emprunt (Agence de l’Eau – 20 % en prêt à taux 0) | 281 429,23 € |
| Sous-total Maître d’ouvrage | 562 858,46 € |
| **Montant total HT** | **1 407 146,14 €** |

A noter que, la subvention de l’Agence de l’Eau pourrait représenter 60% du montant total, du fait d’un plan de relance dû à l’épidémie de COVID-19 et qui majorerait le taux classique de subvention de 40%. Si tel était le cas, l’avance remboursable à taux 0, serait supprimée du plan de financement.

Il est proposé au Conseil municipal d’approuver le plan de financement ci-avant détaillé et d’autoriser Monsieur le Maire à déposer un dossier de subvention au titre de la DSIL, dans le cadre des travaux évoqués ci-avant.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l’unanimité,

APPROUVE le plan de financement ci-après détaillé et autorise Monsieur le Maire à déposer un dossier de subvention au titre de la DSIL, dans le cadre des travaux évoqués ci-avant.

Ainsi fait et délibéré.

**N°22 – TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE L’ECLAIRAGE PUBLIC DE DIVERSES RUES – DEMANDE DE SUBVENTION DSIL**

L’Etat a récemment sollicité les collectivités en les informant que des crédits nouveaux avaient été dégagés du fait de la crise sanitaire, en vue de lancer un plan de relance économique.

A cet effet, des fonds peuvent être mobilisés au titre de la Dotation de Soutien à l’Investissement Local (DSIL), notamment en termes de transition écologique.

Il a donc été envisagé de déposer un dossier pour le renouvellement de matériel d’éclairage public dans diverses rues de Coutances.

Un recensement fait en interne a permis de cibler une centaine de luminaires, de type boule, ce qui était courant dans les années 70-80, toujours présents sur le territoire de la commune. Ces luminaires, de par la nouvelle réglementation en vigueur, ne sont plus autorisés.

Ces luminaires éclairant plus le ciel que la voirie et les cheminements piéton, il est envisagé de les remplacer par du matériel neuf, performant et programmable.

De la sorte, par le biais de boîtiers connectés installés directement sur chaque luminaire, la Ville pourra les programmer selon la volonté des élus en procédant à des abaissements de puissance, voire même à une extinction à distance, si le souhait en est émis.

A ce titre, et dans le cadre du présent dossier, il est envisagé de remplacer 39 ensembles (mâts + luminaires) dans les rues suivantes : allée Claude Monnet, allée René Jouenne, rue Jean Thézeloup, allée des Glaneuses, avenue Jean-François Millet, parking du Semeur, place de l’Angélus, carrefour de la Pocatière, parking du FJT et rue de l’Aqueduc.

L’objectif est de diminuer les consommations énergétiques générées par l’éclairage public, se conformer à la nouvelle réglementation en vigueur et, ainsi, poursuivre la transition écologique engagée par la collectivité depuis plusieurs années.

A titre d’information, les luminaires actuellement en place consomment annuellement environ 13 666 kWh. Les futurs consommeraient, quant à eux, environ 3 473 kWh par an. Soit une économie de 75%, sans même évoquer l’abaissement et/ou l’extinction potentiel des luminaires.

La durée des travaux, une fois le matériel livré (environ 2 mois de délais), s’établirait à environ 1 mois. Ils pourraient donc être réalisés au cours du 1er trimestre 2021.

Pour pouvoir en bénéficier, un dossier doit être déposé en Préfecture, incluant une délibération avec un plan de financement prévisionnel.

Ainsi, le plan de financement pourrait être le suivant :

En dépenses :

|  |  |
| --- | --- |
| **Désignation des travaux** | **Montant HT** |
|  |  |
| *Travaux* | 69 520,00 € |
|  |  |
| **Montant Global** | **69 520,00 €** |

En recettes :

|  |  |
| --- | --- |
| **Organisme financeur** | **Montant HT** |
| Etat – DSIL (80%) | 55 616,00 € |
| Autofinancement Ville de Coutances (20%) | 13 904,00 € |
| **Montant total HT** | **69 520,00 €** |

Il est proposé au Conseil municipal d’approuver le plan de financement ci-avant détaillé et d’autoriser Monsieur le Maire à déposer un dossier de subvention au titre de la DSIL, dans le cadre des travaux évoqués ci-avant.

\*\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l’unanimité

Approuve le plan de financement ci-avant détaillé et autorise Monsieur le Maire à déposer un dossier de subvention au titre de la DSIL, dans le cadre des travaux évoqués ci-avant.

Ainsi fait et délibéré

**N°23 – TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE L’ECLAIRAGE PUBLIC DE DIVERSES RUES – DEMANDE DE SUBVENTION DSIL**

L’Etat a récemment sollicité les collectivités en les informant que des crédits nouveaux avaient été dégagés du fait de la crise sanitaire, en vue de lancer un plan de relance économique.

A cet effet, des fonds peuvent être mobilisés au titre de la Dotation de Soutien à l’Investissement Local (DSIL), notamment en termes de transition écologique.

Il a donc été envisagé de déposer un dossier pour le renouvellement de matériel d’éclairage public dans diverses rues de Coutances.

Un recensement fait en interne a permis de cibler une centaine de luminaires, de type boule, ce qui était courant dans les années 70-80, toujours présents sur le territoire de la commune. Ces luminaires, de par la nouvelle réglementation en vigueur, ne sont plus autorisés.

Ces luminaires éclairant plus le ciel que la voirie et les cheminements piéton, il est envisagé de les remplacer par du matériel neuf, performant et programmable.

De la sorte, par le biais de boîtiers connectés installés directement sur chaque luminaire, la Ville pourra les programmer selon la volonté des élus en procédant à des abaissements de puissance, voire même à une extinction à distance, si le souhait en est émis.

A ce titre, et dans le cadre du présent dossier, il est envisagé de remplacer 38 ensembles (mâts + luminaires) dans les rues suivantes : rue des Seringas, rue de la Source, allée des Sorbiers, rue des Sorbiers, rue des Sauges, allée des Vanneurs, allée Auguste Renoir.

L’objectif est de diminuer les consommations énergétiques générées par l’éclairage public, se conformer à la nouvelle réglementation en vigueur et, ainsi, poursuivre la transition écologique engagée par la collectivité depuis plusieurs années.

A titre d’information, les luminaires actuellement en place consomment annuellement environ 13 315 kWh. Les futurs consommeraient, quant à eux, environ 3 384 kWh par an. Soit une économie de 75%, sans même évoquer l’abaissement et/ou l’extinction potentiel des luminaires.

La durée des travaux, une fois le matériel livré (environ 2 mois de délais), s’établirait à environ 1 mois. Ils pourraient donc être réalisés au cours du 1er trimestre 2021.

Pour pouvoir en bénéficier, un dossier doit être déposé en Préfecture, incluant une délibération avec un plan de financement prévisionnel.

Ainsi, le plan de financement pourrait être le suivant :

En dépenses :

|  |  |
| --- | --- |
| **Désignation des travaux** | **Montant HT** |
|  |  |
| *Travaux* | 68 844,00 € |
|  |  |
| **Montant Global** | **68 844,00 €** |

En recettes :

|  |  |
| --- | --- |
| **Organisme financeur** | **Montant HT** |
| Etat – DSIL (80%) | 55 075,20 € |
| Autofinancement Ville de Coutances (20%) | 13 768,80 € |
| **Montant total HT** | **68 844,00 €** |

Il est proposé au Conseil municipal d’approuver le plan de financement ci-avant détaillé et d’autoriser Monsieur le Maire à déposer un dossier de subvention au titre de la DSIL, dans le cadre des travaux évoqués ci-avant.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal,

Après l’exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l’unanimité

Approuve le plan de financement ci-avant détaillé et autorise Monsieur le Maire à déposer un dossier de subvention au titre de la DSIL, dans le cadre des travaux évoqués ci-avant.

Ainsi fait et délibéré.

**QUESTIONS DIVERSES**

Monsieur le Maire revient sur la fermeture annoncée de l’agence du Crédit Agricole au centre commercial La Ruche. Même s’il n’a pas à juger de la logique des groupes bancaires, il se dit interpellé et entend œuvrer pour qu’au moins un automate soit préservé sur le site. Un rendez-vous est fixé avec la direction générale du groupe. Il lui sera rappelé l’importance qu’attache la municipalité au maintien des services de proximité.

Monsieur le Maire précise que les dates des premières réunions sont fixées pour les groupes de travail constitués récemment (Aménagement de la salle du conseil, règlement intérieur et marché). Le groupe qui travaillera sur la démocratie participative sera constitué de Mesdames Morel et Harel et de messieurs Tinard, Masson, Rouxel, Ch. Savary et Lefèvre.

Monsieur Etienne Savary fait part du travail entrepris pour participer à la lutte contre les incivilités dont il est constaté que le nombre va grandissant. Il ne s’agit pas d’être alarmiste en la matière. Les faits constatés traduisent une évolution de la société. Cela ne saurait justifier l’inaction. Des contacts réguliers existent et se développeront avec les forces de police. Les milieux associatifs seront également impliqués. Les échanges seront organisés dans le cadre d’un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance. Celui-ci travaillera en réunion plénière sur une approche transversale des problématiques de sécurité mais il sera également amené à traiter les urgences dans le cadre de conseils restreints. La prévention de la délinquance des jeunes et la prévention des violences intrafamiliales seront deux axes de travail importants.

Madame Harel dit sa satisfaction de voir cette problématique résolument prise en compte. Elle précise qu’elle est particulièrement sensibilisée sur la question des violences intrafamiliales et est prête à collaborer sur le sujet. Elle rappelle que le Département a défini un plan d’actions sur en la matière.

Les prochains conseils municipaux auront lieu les 22 octobre, 26 novembre et 17 décembre

La journée de formation des élus est fixée au 21 novembre

Les prochaines réunions de groupes de travail sont fixées comme suit :

* «Salle du Conseil » : le 28/09 à 17 h 30
* «Réglement intérieur» : le 01/10 à 19 h

Monsieur Masson souhaite préciser que les interrogations exprimées par madame Morel lors de cette séance ont été préparées par l’ensemble des élus du groupe « alternatives ».

Répondant à Madame Morel, Monsieur le Maire précise que la ville de Coutances n’a pas été consultée sur le projet privé d’unité de méthanisation à Saint-Sauveur villages.

La séance est levée à 22h